

CRISE SANITAIRE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE. ET APRÈS ?

La Belgique, comme le reste du monde, est touchée par la pandémie du covid-19. Nous sommes au coeur d'une crise sanitaire, économique, sociale. L'urgence aujourd'hui est d'abord sanitaire.

Sur le plan social, les conséquences des mesures de confinement touchent de manière plus forte encore les personnes qui sont en temps normal déjà les plus vulnérables : les précarisés économiquement, les familles monoparentales, ceux qui ont une santé fragile, les personnes sans-abris, sans papier, en migration, les personnes âgées isolées qui ont besoin de services pour leur maintien à domicile telles que des aides familiales, aides ménagères, ou soins infirmiers. Dans tous les cas, le ralentissement voire la fin des services de soutien ou d'accompagnement les touche plus durement dans leur quotidien.

La difficulté réside aussi dans l'incertitude totale quant à l'ampleur et la durée de la crise. Quoi qu'il en soit, quand l'épidémie sera passée, quand on recommencera à vivre, l'heure sera aux bilans. On comptera les morts, les dettes nationales, les fermetures d'entreprises et de structures diverses. Et après ? L'économie devra recommencer, mais pas comme avant. La période de confinement vécue devra nous amener à nous poser une série de questions amenant un changement dans l'organisation de la société. Quelles sont les priorités ? Quelles sont les fonctions vitales ? Est-il normal que des hôpitaux doivent recourir à des appels aux dons ? Nous vivons dans une société où les besoins individuels priment par rapport aux impératifs collectifs. N'est-il pas temps de déplacer le curseur ? Privilégier l'avion pour nos loisirs est-ce écologiquement responsable ? Jusqu'où sommes-nous prêts à sacrifier nos vies privées quand l'Etat utilise nos données téléphoniques pour enrayer l'épidémie ?

Sur le plan économique, la crise doit nous faire réfléchir à une réorientation progressive des

priorités. Nous avons besoin d'une économie durable, localisée, orientée bien-être de la population. Une production alimentaire locale traverse mieux la crise qu'une économie basée sur de longs transports en avion, bateau ou camion. Dans le secteur pharmaceutique, tant les matières premières que les médicaments eux-mêmes sont, pour la grande majorité, fabriqués en Chine. Idem pour certains dispositifs médicaux tels les masques de protection. Cette dépendance à l'extérieur nous rend vulnérables.

Une redéfinition de notre économie ne signifie pas se replier sur soi ni se couper du monde. Au contraire, la situation demande plus que jamais de la solidarité avec le reste de l'Europe et les pays du Sud notamment. L'Afrique n'est pas épargnée par la pandémie. Si le virus continue à s'étendre, les conséquences risquent de s'avérer dramatiques. *Un pays de 20 millions d'habitants comme le Burkina Faso dispose de deux respirateurs. Les hôpitaux sont déjà à la limite aujourd'hui. Ils seront vite débordés si l'épidémie venait à s'étendre*¹. Nous avons une responsabilité par rapport au reste du monde. Une vie là-bas a autant d'importance qu'une vie ici. Pour que les pays du Sud puissent déployer leurs politiques publiques, il faut notamment mettre fin au pillage des ressources naturelles et enfin entretenir des échanges commerciaux justes.

Notre approche du monde, notre organisation sociétale, notre façon de vivre, de produire, de consommer, notre façon d'être aux autres sont aujourd'hui impactées. Elles le seront demain aussi. De cette crise naîtra nécessairement une autre manière de vivre, différente. A nous, comme Mouvement ouvrier chrétien, de faire en sorte qu'elle soit la plus juste, humaine et solidaire.

Jean-Nicolas Burnotte

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...

Lucile Stiévenard et Sarah Pintus

P. 6-7-8

Dossier : Inégalités programmées : capitalisme, algorithmes et démocratie

¹ Olivier Manigart, collaborateur scientifique à l'ULB. La Libre Belgique, 21 mars 2020

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

DEUX NOUVELLES RECRUES ONT REJOINT L'ÉQUIPE DU CIEP

Originaire de Gaume, Martin a expérimenté plusieurs secteurs professionnels avant de rejoindre l'équipe du Ciep Luxembourg. Intéressé par une myriade de domaines, Martin a opté pour un cursus « touche à tout » : un bachelier en information et communication, suivi d'un Master en communication multilingue à finalité relations internationales à l'ULB. Après une première expérience dans le secteur culturel, au service des scènes et musiques actuelles, Martin a ensuite travaillé dans la formation professionnelle et continue ; travailler au Ciep est donc une suite logique pour lui. Le mot « culture(s) » au singulier comme au pluriel est certainement celui qui lui parle le plus ; ainsi Martin est convaincu que l'accès à la culture est un excellent vecteur de cohésion sociale. Sous sa casquette de formateur, il connaît l'importance de la valorisation de l'individu et de ses compétences, dans une société où les règles sont constamment redéfinies. Ces deux aspects, Martin entend les mettre au service de l'engagement, de l'inclusion et de l'émancipation de chacun.e.



Martin Heyde et Antonin Thomas

Antonin, assistant social de formation, est diplômé d'un master en socio-anthropologie de l'interculturalité du développement de l'UCL. Son parcours professionnel lui a permis de rencontrer et d'accompagner des personnes en souffrance psychique, notamment à l'hôpital de jour « La Renouée », où il était en charge d'animer des ateliers avec les patients. Engagé comme accompagnateur psycho-social pour l'Asbl « La Trace » à Saint-Gilles, il a pu associer son travail et son amour pour la nature à travers la randonnée et l'escalade. C'est pour retrouver l'ambiance des villages et des forêts qu'il a fait le choix de retourner dans sa région natale, où il suit actuellement une formation de guide-nature.

Son bénévolat à l'Asbl « Nos oignons » lui a permis de découvrir la permaculture et lui a donné l'envie de créer un jardin collectif dans la région d'Arlon, où il expérimente avec des ami.e.s. Après avoir travaillé au centre d'accueil Croix-Rouge de Stockem, il est heureux de prendre une place au sein du Ciep et d'en apprendre plus sur l'éducation permanente. Il souhaite pouvoir partager avec les différents publics certains questionnements qu'il a perçus à travers ses rencontres avec des personnes mises au ban de nos sociétés.

Nous leur souhaitons la bienvenue !

PARTONS À LA DÉCOUVERTE D'EXPÉRIENCES COLLECTIVES À NAMUR, LE 16 MAI

En termes de fonctionnement collectif, certain.es ont osé innover. C'est le cas de **Paysans Artisans**, coopérative qui promeut et facilite l'accès aux produits des producteurs agricoles et artisans transformateurs de plusieurs communes namuroises, tout en leur permettant de mutualiser leurs besoins et leurs savoirs par le partage de cuisines collectives, de transports de produits finis... C'est également le cas de la ferme **Vevy Wéron**, sur le plateau de Wépion : un habitat groupé qui a permis,



au fil des ans, de construire dans une dynamique collective, une épicerie, une activité maraîchère, une boulangerie...

Le Ciep vous propose de partir à la rencontre de ces deux projets au fonctionnement collectif novateur et inspirant le samedi 16 mai, de 10h00 à 16h30.

Covoiturage possible

Gratuit (possibilité de repas de midi pour 15 euros)

INFOS ET INSCRIPTIONS

Thérèse Willot

☎ 063/21 87 38

✉ t.willot@mocluxembourg.be

UNE FORMATION POUR CONTRER LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES À BERTRIX, LE 7 ET 18 MAI

« Que faire contre les violences faites aux femmes ? Ce qui existe et ce qu'on peut faire ensemble... »



vie féminine

Le jeudi 7 mai et le lundi 18 mai prochains, de 9h30 à 16h00, Vie Féminine propose de décrypter en profondeur les mécanismes de violences faites aux femmes et plus particulièrement dans les cas de violences conjugales.

La formation débutera par une analyse des dispositifs légaux qui sont actuellement en vigueur en Belgique et qui sont censés aider les femmes victimes à sortir des situations de violences dans lesquelles elles se trouvent. En complément de ce travail d'analyse de textes, un temps sera également consacré aux expériences des femmes, en particulier vis-à-vis de l'application de ces dispositifs légaux sur le terrain. Ensemble, il s'agira de déterminer quels leviers d'actions peuvent être mis en place pour que ces textes soient davantage connus, utilisés et appliqués.

Programme :

- Le processus de domination et le cycle de la violence conjugale
- Ce que disent les femmes sur les violences

- Ce qui a déjà été réalisé en Belgique et ce qui existe comme dispositifs
- La convention d'Istanbul et ce que nous attendons des lois

Objectifs :

- Outiller les femmes pour décoder le système
- S'informer et se renforcer sur nos connaissances légales en la matière
- Encourager des femmes à nous rejoindre dans notre travail de lutte contre les violences

Maison des Générations de Bertrix
Place des 3 fers

INFOS ET INSCRIPTIONS

Vie Féminine Luxembourg

☎ 063/22 56 225

✉ responsable-luxembourg@viefeminine.be

LE CYCLE « LE CAPITALISME. ET APRÈS » : LA RÉFLEXION SE POURSUIT !

En décembre 2018, le MOC Luxembourg recevait le Musée du Capitalisme à Arlon. Cet outil original d'éducation permanente et le programme d'activités concocté par le MOC, ont permis de s'interroger sur les mécanismes du système capitaliste et la façon dont ses rouages nous impactent dans tous les domaines de la vie. À la suite de ce projet, l'équipe du CIEP n'a pas voulu en rester aux constats et a décidé de poursuivre sa réflexion sur le capitalisme et plus spécifiquement sur ses alternatives.

Dès le mois de septembre, à travers des conférences, des ciné-débats, des animations, des visites thématiques, des ateliers,... le CIEP a proposé différents moments de réflexions sur le « comment faire autrement ». Le cycle « Le capitalisme. Et après ? » s'est organisé autour de six rouages (propriété, production et consommation, finance, travail, fonctionnement collectif et culture) sur lesquels il est possible d'agir à divers niveaux.

Nous nous sommes notamment interrogés sur le fonctionnement de l'économie sociale et le modèle coopératif, les alternatives aux systèmes d'élevage industriels, les initiatives citoyennes pour enclencher la transition écologique et sociale, les monnaies locales, la gratuité, la finance éthique, la place du travail, sur notre

rapport à la nature ou encore sur le projet « Territoires Zéro Chômeur de Longue durée ».

Depuis quelques semaines, ce cycle de réflexion a dû être interrompu suite à la décision du Conseil national de sécurité d'imposer des mesures de confinement afin de lutter contre le Covid-19. Mais la réflexion sur l'après capitalisme ne va pas s'arrêter là. Au contraire, la crise sanitaire, économique et sociale que nous vivons renforce la nécessité de repenser notre système économique et culturel. Pour le chercheur en microbiologie et spécialiste de la transmission des agents infectieux Jean-François Guégan, l'émergence et la propagation du coronavirus ne sont pas étrangères à notre modèle de

développement¹. Quelles leçons tirer de cette crise ? Comment imaginer l'après ?

Dès la rentrée, dans le courant du mois de septembre, si cette crise est derrière nous, nous vous proposerons de réfléchir ensemble à ces questions. Une démarche que nous envisageons en deux temps : un moment d'échange entre citoyens pour formuler des questions et interpellations à soumettre, dans un second temps au monde politique lors d'une soirée-débat.



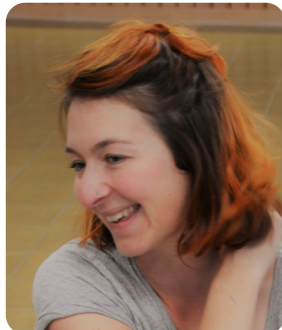
¹ A. Poinssot et J. Lindgaard, « Le coronavirus, un boomerang qui nous revient dans la figure », Médiapart.fr, 23 mars 2020.

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

LUCILE STIÉVENARD ET SARAH PINTUS

QU'EST-CE QUE VIE FÉMININE ?

Vie Féminine est une asbl active dans l'éducation permanente féministe. Nous sommes présentes dans différentes parties de la Wallonie (Hainaut, Namur, Brabant wallon, Liège, ...). Dans la province de Luxembourg, nous sommes actives dans quatre antennes : Aubange, Virton-Arlon, Centre Ardenne et Semois. Nos activités se déroulent principalement dans le Sud de la province : Lucile anime l'antenne Arlon-Virton et moi-même, Sarah, l'antenne d'Aubange.



Animatrices à Vie
Féminine



La société évolue fortement, ce qui nous amène régulièrement à remettre en question nos orientations, notre philosophie, ainsi que la place que nous souhaitons prendre au sein de la société. Il est donc important pour nous de réfléchir à nos pratiques, et d'avoir des temps de réflexion et de formation avec les autres antennes de Vie Féminine. C'est notamment sur ces questions que portera notre Congrès identitaire, qui aura lieu cette année.

Nos méthodes de travail s'adaptent donc à la réalité de terrain : nous tirons des enseignements du vécu de chacune et adaptions nos actions. Cela nous permet par exemple de visualiser clairement les besoins d'un groupe avec lequel nous travaillons. Nous suivons régulièrement des formations pour cela. La recherche-action est également une méthode que nous utilisons. Cette technique permet de rassembler des femmes (du mouvement ou non) sur une thématique et de visibiliser leurs expériences, afin de pouvoir construire un discours à partir de leur vécu. Être sur le terrain et avoir l'expertise des femmes nous donne une vraie légitimité pour porter ces paroles au niveau politique.

POUVEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER LA SPÉCIFICITÉ DE VOTRE TRAVAIL ?

Au sein de Vie Féminine, nous travaillons en non-mixité, et ce, pour plusieurs raisons. Les thèmes traités et les réalités vécues sont propres à la condition de femme, et le tout est parfois délicat à aborder. Il est important pour celles-ci de pouvoir se retrouver entre elles et de partager leurs expériences, dans un objectif de renforcement. La non-mixité libère la parole et aide à la confiance et à la cohésion de groupe.

Notre but premier reste l'émancipation individuelle et collective des femmes : nous voulons leur donner les moyens de faire bouger les lignes et devenir davantage actrices de leur vie et de la société. Cela passe par des temps de remise en question, par le développement de l'esprit critique ou encore par un regain de confiance en soi. Pour mener cet objectif à bien, nos projets émanent de la base : nous partons des femmes, de leurs besoins, leurs problèmes et aspirations. Quoi de plus logique que de mener ces projets en exclusivité avec des femmes ?

POUVEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER QUELQUES-UNS DE VOS PROJETS ?

À Aubange, beaucoup de femmes sont primo-arrivantes et rencontrent des problèmes d'intégration, d'isolement et de chômage, par manque de maîtrise de la langue notamment. Nous avons donc développé des groupes de parole qui se réunissent trois fois par mois et qui nous permettent de les entendre et de partir de leurs besoins. Pour ces femmes, c'est l'occasion de pratiquer le français, et pour nous, de discuter de différentes thématiques féministes comme les droits des femmes ou la maternité. Il serait intéressant d'intégrer des habitantes d'Athus dans ce groupe et de créer de la mixité sociale, afin de rendre les échanges encore plus riches.

Nous avons plusieurs projets à Arlon, notamment un collectif nommé « Et ta mère », constitué à partir d'une recherche-action sur la maternité. Le projet « Planète bébé » a ensuite vu le jour ; il s'agit d'un espace ouvert, où tout parent peut venir avec son enfant (de 0 à 3 ans). Si ce groupe est ouvert à tous, peu de papas assistent cependant aux rencontres. Les femmes que nous y rencontrons sont parfois dans un grand isolement alors qu'elles sont déjà plongées dans une période très bouleversante de leur vie. Cet espace leur permet de se sentir soutenues, c'est un lieu de partage de savoirs et de connaissances, où l'on valorise le lien social. Au sein du collectif, il y a aussi cette volonté de travailler la self-défense physique et psychique des personnes, dans le but de reprendre le pouvoir sur soi et de sortir d'une position de victime. Il n'y a cependant pas de planning défini pour les rencontres : nous partons du vécu et du questionnement des parents.

Nous proposons également une chorale féminine à Arlon. Ce n'est cependant pas une chorale classique : celle-ci a été construite dans une démarche de co-construction, avec des groupes de femmes émanant du même milieu social. Le but n'est pas non plus de chanter de belles chansons, nous sommes plus dans des enchaînements rythmiques non-verbaux. C'est une démarche proche de la méditation car elle permet de s'entraider, de s'écouter et de se réancrer complètement dans son corps. C'est également très renforçant individuellement et collectivement, puisque les femmes gagnent un sentiment de puissance en elles. Elles sont amenées à lâcher prise sur elles-mêmes et à oublier le regard des autres. Après la séance, nous prenons un temps de parole pour exprimer le ressenti de chacune.

On assiste à des élans de solidarité féministe et à une déconstruction du rôle des femmes dans la société.

La mixité sociale est un but que nous nous fixons dans toutes nos activités. Ce n'est pas toujours facile, car les femmes plus précarisées qui sont dans une optique de survie ne savent pas toujours s'intégrer dans l'élaboration de projets ou de réflexions. Nous sommes désireuses d'intégrer ce public, et nous prendrons le temps nécessaire pour le faire, car la confiance joue un rôle majeur dans cette démarche.

QUELS SONT LES FAITS MARQUANTS AUJOURD'HUI DANS LE COMBAT FÉMINISTE ?

Ces dernières années, l'apport du numérique et des réseaux sociaux a largement contribué à la visibilité des difficultés vécues par les femmes dans notre société. Un meilleur accès et une plus large diffusion de l'information ont permis de mettre en lumière des phénomènes sociétaux autrefois peu reconnus et abordés. Depuis les témoignages #MeToo sur Twitter, la danse



Action « Quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête ! » organisée par Vie Féminine, le Collectif des femmes qui l'ouvrent, et les Equipes Populaires, lors de la grève des femmes du dimanche 8 mars dernier à Arlon.

chilienne « El Violador eres tú » reprise internationalement, le site didactique OMGYES consacré au plaisir féminin ou encore la parution de livres tels que « Le regret d'être mère », on assiste à des élans de solidarité féministe et à une déconstruction du rôle des femmes dans la société. Des réactions opposées émergent également, mais le simple fait que ces sujets soient sur le devant de la scène représente déjà une grande avancée.

La marche des femmes qui s'est déroulée le 8 mars est également une manière de visibiliser le vécu des femmes ; la grève est un bon outil pour véhiculer des messages. Nous sommes très présentes dans l'espace public, dans les médias et au niveau politique. Cela correspond à la volonté d'être visible sur plusieurs fronts : en intimité avec les femmes, mais également dans l'espace public.

Cette année, nous avons pour la première fois organisé la grève des femmes dans notre région (celle-ci se faisait habituellement à Bruxelles). Il y a là une volonté de décentraliser certaines actions, afin de donner la possibilité à toutes les femmes de faire entendre leurs voix, leurs besoins.

Interview : Thérèse Willot

INÉGALITÉS PROGRAMMÉES : CAPITALISME, ALGORITHMES ET DÉMOCRATIE

Le 7 février dernier s'est tenue à Louvain-la-Neuve la journée d'étude du Ciep : Inégalités programmées : capitalisme, algorithmes et démocratie¹. Les algorithmes sont des formules mathématiques qui facilitent notre quotidien, en paramétrant nos smartphones, moteurs de recherche et autres appareils des plus courants. Notre monde est aujourd'hui peuplé d'intelligences artificielles, soit des systèmes complexes d'algorithmes, mis au point dans le but de simuler une intelligence humaine. Bien loin de Terminator ou de la créature de Frankenstein, les intelligences artificielles que nous côtoyons le plus sont de l'ordre de Siri, de la petite voix de notre GPS ou encore de l'algorithme de Youtube, qui nous suggèrent des vidéos intéressantes, en se basant sur celles que nous avons déjà visionnées.

Ces algorithmes, d'apparence utiles voire indispensables, sont cependant loin d'être neutres et génèrent en réalité des conséquences graves sur les enjeux de genre, sociaux ou encore écologiques.

I. LE NUMÉRIQUE ET LES ENJEUX SOCIAUX

Isabelle Collet, informaticienne et enseignante-chercheuse à l'université de Genève, soulève par exemple plusieurs cas concrets témoignant des biais sexistes et sociaux des algorithmes et intelligences artificielles : l'entreprise Amazon compte plus de 500 000 employés. Dans une volonté de simplifier ses procédures d'embauche et de faire le tri dans les centaines de CV reçus chaque semaine, la firme a décidé en 2014 de s'équiper d'une intelligence artificielle. Le but premier de la machine était de faire le tri et de sélectionner les curriculum qui correspondaient le plus au profil spécifié dans l'offre d'emploi. Loin de faire une sélection objective, il est vite apparu que l'intelligence artificielle mettait de côté les CV de femmes et favorisait les profils masculins, alors que cette consigne ne lui avait jamais été donnée. Quand les informaticien.nes d'Amazon ont ordonné à l'algorithme de ne pas prendre en compte le sexe du.e de la candidat.e, le programme a tout de même continué sur sa lancée, réussissant malgré tout à trouver dans le CV des indications sur genre de la personne.

Les algorithmes ne sont donc pas sexistes en soi mais témoignent de pratiques qui le sont profondément

Comment expliquer cela ? L'algorithme n'a fait qu'observer les comportements sexistes en vigueur au sein de l'entreprise Amazon et a adapté son comportement en conséquence. De fait, les femmes y étaient plus souvent écartées des jobs, sous crainte d'arrêt de travail lié à une grossesse ou à des impératifs familiaux. Les algorithmes ne sont donc pas sexistes en soi mais témoignent de pratiques qui le sont profondément.

Aux États-Unis, des algorithmes prédictifs sont utilisés dans le cadre des libertés conditionnelles. Une intelligence artificielle est donc

chargée de mesurer le degré de dangerosité d'un individu et sa probabilité de récidive. En 2016, une étude s'est penchée sur ce programme et a découvert qu'à casiers judiciaires équivalents, Noirs et Blancs n'étaient pas évalués de la même façon : les Noirs sont deux fois plus considérés à « haut risque » que les Blancs. Légalement, les Noirs étaient plus surveillés et suivis que les Blancs durant leur liberté conditionnelle. À nouveau, si l'intelligence artificielle est censée être neutre sur la question raciale, celle-ci reproduit pourtant les biais racistes qu'elle observe dans la sphère judiciaire américaine.

Souvent présentés comme une alliée moderne face aux enjeux économiques et sociaux, ces exemples montrent que la révolution numérique peut parfois avoir des conséquences dévastatrices, notamment sur le plan social.

Comme nous venons de le démontrer, les algorithmes sont loin d'être neutres et montrent au contraire des comportements discriminatoires, notamment en matière de genre. Si les constats et exemples de discriminations recensés sont nombreux, peu d'études se sont pourtant penchées sur les raisons de ces biais de genre.

Anja Lambrecht et Catherine Tucker, respectivement professeures à la Business School de Londres et à l'Institute of Technology du Massachusetts ont publié une étude en 2018 sur les biais algorithmiques. Cette étude explore plusieurs explications aux discriminations de genre faites par les algorithmes, en prenant le cas des offres d'emploi dans le domaine des technologies de l'information et de la communication².

Pour cela, une fausse offre d'emploi a été créée sur Facebook proposant des emplois dans le secteur informatique. Le but était de

¹ Le compte-rendu des interventions de la journée d'étude sera publié par le Ciep communautaire à la fin de l'année. Plus d'infos sur ciep.be

² A. Lambrecht et C. Tucker, « Algorithmic bias ? An empirical study into apparent gender-based discrimination in the display of STEM career ads », 2018.

voir quel public, homme ou femme, la publicité allait-elle le plus cibler. Dans le souci d'être la plus complète possible, cette expérience a été réalisée dans 191 pays, afin d'avoir un large échantillon. L'algorithme en charge de la diffusion de la publicité a également reçu pour consigne de la partager avec toutes les personnes, sans tenir compte de leur sexe.

À l'issue du test, les résultats sont sans appel : malgré les consignes données à l'algorithme, la publicité a été vue par 20% d'hommes en plus que de femmes. Comment expliquer cela ? Plusieurs explications ont été avancées, mais aussitôt réfutées :

- L'algorithme s'est adapté aux comportements observés : les femmes cliquent moins sur l'annonce, l'algorithme la diffuse plus auprès des hommes. Or, nous savons par d'autres études que si les femmes avaient plus vu la publicité, elles auraient statistiquement plus cliqué sur le lien. Cette explication ne tient donc pas la route.
- Le comportement sexiste de l'algorithme est le reflet logique des discriminations de genre qu'il a pu observer sur la toile, dans différents pays. Bien que les biais de genre posent question autour du globe, nous savons par les résultats de l'étude que l'algorithme a d'emblée plus montré la publicité aux hommes qu'aux femmes, avant même de prendre le temps d'observer l'attitude d'un pays sur la question du genre. Cette théorie n'est donc pas satisfaisante.
- L'algorithme s'est automatiquement plié aux règles

économiques de la publicité virtuelle : viser les femmes coûte plus cher que viser les hommes. C'est un fait : le coût de diffusion d'une publicité varie selon le sexe visé. Cependant, il est également prouvé qu'un « clic » de femme rapporte plus qu'un « clic » d'homme à l'annonceur.

Si ce dernier raisonnement ne suffit pas à lever le voile sur le sexisme algorithmique, Tucker et Lambrecht y ont pourtant trouvé une piste intéressante. La loi du marché serait en réalité la clé de compréhension de ces biais de genre. En effet, si l'on part du principe que le coût d'une annonce est plus élevé pour un public féminin que masculin, cela entraîne une certaine compétitivité entre les annonceurs. Afin de minimiser les dépenses et maximiser les revenus, la règle économique tacite du web consiste à montrer une annonce à plus d'hommes que de femmes, diffusant ainsi plus de publicités à moindre coût, qui rapporteront statistiquement un bon nombre de clics. Les annonceurs prennent moins de risque avec la gent féminine : ils diffusent moins de publicités, qui leur coûtent plus cher, mais ont cette sécurité statistique que les femmes restent malgré tout celles qui rapportent le plus par leurs clics.

2. LE NUMÉRIQUE ET LES ENJEUX NORD—SUD

Bruno Poncelet, anthropologue, et Cédric Leterme, docteur en sciences politiques et sociales sont également intervenus lors de cette journée d'étude pour lever le voile sur les conséquences plus cachées du progrès numérique.

En premier lieu, attardons-nous sur les enjeux et impacts de la numérisation de l'économie d'un point de vue Nord-Sud. Alors que la société est en pleine mutation, que l'on observe de plus en plus les conséquences des abus du passé et du présent, l'économie numérique semble aveuglement emprunter la même voie déjà expérimentée dans d'autres secteurs. C'est-à-dire bafouant tout principe éthique, écologique et social lourdement remis en cause actuellement. Les pays du Sud, pourtant déjà tant affectés par le passé, subissent (une nouvelle fois) les calamités imposées par le bloc Nord.

Toute révolution sociale, économique ou numérique effectuée au profit des pays développés ne fait que creuser le fossé avec les pays en voie de développement

Il convient d'abord de s'attarder sur la notion de « Sud ». Dans sa publication « Urgence numérique pour le Sud », Leterme cite Dados et Connell qui avancent que la notion de Sud « renvoie à

*toute une histoire de colonialisme, de néoimpérialisme, et de changements économiques et sociaux différenciés à travers lesquels d'importantes inégalités de niveaux de vie, d'espérance de vie et d'accès aux ressources sont maintenues.*³». Selon cette définition, le Sud ne peut alors être réduit à sa nature exclusivement géographique. Ainsi, par opposition, le Nord devient l'ensemble des pays en situation économique confortable qui a profité et profite d'ailleurs toujours des ressources disponibles dans les pays en développement.

Certains qualifiaient déjà de « néocolonialisme numérique »⁴, il y a près de 20 ans, le fait de répéter ces comportements inégalitaires, dans une perspective de progrès numérique. Toute évolution qui se fait dans les pays les plus avancés accentue inévitablement les inégalités existantes entre le Nord et le Sud. Toute révolution sociale, économique ou numérique effectuée au profit des pays développés ne fait que creuser le fossé avec les pays en voie de développement, réduisant ainsi la grande majorité du Sud à un silence profond.

Cette fracture numérique interpelle désormais au plus haut niveau : l'ONU en a notamment fait l'une de ses priorités dans

³ N. Dados et R. Connell, « The Global South », Context, vol. 11, n°1, 2012, p. 13.

⁴ Christophe Guillemin, « Les pays face à un néo-colonialisme numérique ? », Zdnet France, 19 novembre 2002

ses « objectifs du développement durable ». Mais contenons notre joie, car le débat ne semble pas orienter les solutions dans la direction que nous pourrions l'espérer. En effet, l'aspect technique prend ici le dessus sur la dimension politique. De fait, les groupes de travail des Nations Unies réfléchissent davantage à la façon dont l'accès aux nouvelles technologies peut être facilité pour les pays du Sud, plutôt que de réfléchir à la manière dont la révolution numérique peut profiter à tout le monde de manière égalitaire.

Néanmoins, si l'on constate que les communautés des pays du Sud sont de plus en plus connectées à internet, elles ne contribuent cependant pas à l'élaboration de son contenu,

essentiellement alimenté par les pays du Nord, qui gouvernent également l'espace numérique.

« Les enjeux politiques et éthiques inédits que soulève cette appropriation privée et monopolistique de données individuelles et sociales influencent des secteurs aussi variés que l'accès à l'information, la santé publique, les transports urbains, la criminalité ou encore l'alimentation. Selon un observateur africain « individuellement et collectivement, ces compagnies en savent plus sur les populations africaines (leurs intentions, sentiments, comportements) que les gouvernements africains »...⁵

3. LE NUMÉRIQUE ET LE CITOYEN

Dans ce contexte de numérisation apparente, le travail politique est moins visible mais néanmoins important. Dans l'installation de nouvelles techniques et outils, l'État reste par exemple un impératif en termes d'infrastructures. À un niveau supérieur, avec l'index DESI⁶, l'Union Européenne joue un rôle très actif dans la transformation numérique. L'index DESI mesure les capacités de chaque état membre à intégrer le numérique sur son territoire. Les États sont par exemple notés sur leurs capacités à améliorer la connectivité sur le territoire ou l'utilisation des services internet par les citoyens (commerce et transaction en ligne). Parmi les objectifs que l'UE donne aux États membres figure notamment celui d'augmenter les usages numériques transfrontaliers. Cela revient à dire qu'il faut encourager le citoyen d'un pays à utiliser des plateformes commerciales, elles-mêmes hébergées dans des pays frontaliers. De telles mesures soutenues par l'Union européenne ne semble pas oeuvrer en faveur du progrès social mais plutôt en faveur du dumping fiscal, social ou encore de la délocalisation.

Au vu de ces quelques arguments, le « progrès numérique » que promeut la sphère politique est donc à prendre avec des pincettes. Bruno Poncelet encourage alors l'utilisateur.rice, à s'interroger, à déposer un regard critique sur ces technologies émergentes et à se demander la réelle plus-value que celles-ci peuvent lui apporter. Dans cette optique, il est capital que les choix politiques relatifs à l'intégration du numérique intègrent une place plus importante au sein des débats de société. Créer un débat démocratique autour de la question du choix numérique semble aujourd'hui indispensable pour canaliser l'action des grands acteurs de l'économie numérique.

La Just Net Coalition (JNC) est une initiative allant dans ce sens. Il s'agit d'un groupe

d'organisations issu de la société civile qui prône un internet ouvert, gratuit, juste et équitable. Cette coalition s'empare de sujets tels que l'internet et sa gouvernance et a comme objectif central de promouvoir la démocratie, les droits humains et la justice sociale. À l'instar de nombreuses autres organisations, JNC soutient l'initiative d'un Forum Social Internet. Ce rassemblement, qui brandit le slogan « un autre monde est possible », vise à être un espace de discussion de sorte à définir l'Internet que l'utilisateur.rice souhaite.

« Un Forum Social Internet pour que les voix du peuple ne puissent être ignorées dans les couloirs du pouvoir »

Le Forum Social Internet se veut l'antithèse de la « Net Mundial Initiative » qui elle, réunit les élites du monde d'internet sans même tendre l'oreille aux populations directement impactées par l'avènement des nouvelles technologies. L'objectif du Forum ? Attirer l'attention de tous les utilisateurs.rices sur la centralisation croissante d'Internet et ses tendances monopolistiques. Comme dirait Norbert Bollow, co-animateur pour Just Net Coalition, « pour que les voix du peuple ne puissent être ignorées dans les couloirs du pouvoir ». Vu les véritables menaces qui planent sur l'économie et la société dans l'entièreté du globe, vu l'étendue des dégâts potentiels, peut-être cette initiative aura-t-elle une chance d'être entendue.

QUELQUES LECTURES POUR ALLER PLUS LOIN...

- « En Amazonie. Infiltré dans le meilleur des mondes », de Jean-Baptiste Malet
- « La machine est ton seigneur et ton maître », de Yang, Jenny Chan et Xu Lizhi
- « Notre empreinte cachée », de Babette Porcelijn
- « La république des réseaux », de Jean Rognetta
- « Les oubliées du numérique », d'Isabelle Collet

⁵ Cedric Leterme, « Urgence numérique pour le Sud », Analyse 2018, CETRI.

⁶ Le Digital Economy and Society Index